Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 DÉCEMBRE 1880.

Convention consulaire conclue, le 10 novembre 1880, entre la Belgique et le Portugal (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. GOBLET D'ALVIELLA.

MESSIEURS,

La section centrale, chargée d'examiner la convention consulaire avec le Portugal, conclue le 10 novembre 1880, s'est réunie le 23 décembre.

La convention qui lui était soumise a été pour ainsi dire, calquée sur les conventions conclues avec l'Italie, le 22 juillet 1878, et les États-Unis, le 9 mars 1880, en vue de ramener la prérogative consulaire à sa juste mesure, notamment en restreignant l'inviolabilité aux chancelleries proprement dites, et en précisant l'exemption relative à certains impôts.

Toutes les sections ont approuvé le projet sans formuler d'observations, sauf la 4^{re}, qui critique comme excessive la disposition de l'article 12 permettant de retenir en prison les déserteurs de la marine marchande ou militaire de l'État co-contractant pendant un délai de trois mois à partir du jour de l'arrestation, s'il ne se présente dans l'intervalle une occasion de les renvoyer à bord ou de les transporter dans leur pays. Sur l'observation que ce délai est indispensable pour assurer le renvoi en Belgique des déserteurs arrêtés dans certaines possessions portugaises dont les communications avec notre pays sont fort intermittentes, le rapporteur de la 4^{re} section, accepte le délai de trois mois pour les déserteurs arrêtés hors d'Europe, mais propose de le réduire à un mois pour les déserteurs arrêtés en Europe.

---

(1) Projet de loi, n° 49.

(2) La section centrale, présidée par M. GUILLEMY, était composée de MM. DENEUR, LEJEUNE,

Cet amendement a été rejeté par quatre voix contre une. La section centrale a pensé, en effet, que, les déserteurs devant être gardés en prison aux frais des consuls, on pouvait compter que nos agents profiteraient de la première occasion qui leur serait offerte pour faire partir les délinquants. Si dès lors le délai de trois mois est suffisamment justifié par l'intérêt de la répression dans les possessions d'outre-mer, il doit l'être également sur le continent européen. Il convient, en outre, d'observer que, d'après la convention, les déserteurs, une fois relâchés, ne peuvent plus être arrêtés pour la même cause.

L'ensemble de la convention a été approuvé, à l'unanimité des membres présents.

Le Rapporteur,
GOBLET D'ALVIELLA.

Le Président,
JULES GUILLERY.